



HAL
open science

Préface de la thèse de Gwenaëlle Le Goullon Les grands ensembles en France Genèse d'une politique publique (1945-1962) Editions du CTHS 2014

Annie Fourcaut

► **To cite this version:**

Annie Fourcaut. Préface de la thèse de Gwenaëlle Le Goullon Les grands ensembles en France Genèse d'une politique publique (1945-1962) Editions du CTHS 2014. Préface de la thèse de Gwenaëlle Le Goullon Les grands ensembles en France Genèse d'une politique publique (1945-1962), pp.9-11, 2014. halshs-03266347

HAL Id: halshs-03266347

<https://shs.hal.science/halshs-03266347>

Submitted on 21 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les grands ensembles en France

Couverture : En arrivant aux Carreaux, Villiers-le-Bel, 1973, coll. part. © DR.

Gwenaëlle Le Goullon

Les grands ensembles en France

Genèse d'une politique publique
(1945-1962)

Préface de Annie Fourcaut

Collection CTHS HISTOIRE, n° 56

Référent scientifique : Dominique Barjot
Coordination éditoriale : Audrey Bois et Clémence de Clavière
Correction : Judith Léviton-Dousset
Photogravure : TSI-Travaux sur images

ISBN : 978-2-7355-0825-9

© Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2014
Toute reproduction totale ou partielle soumise à autorisation

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques
Collection CTHS HISTOIRE
2014

Remerciements

La réalisation et la publication de cet ouvrage n'auraient pas été possibles sans la participation bienveillante et efficace de nombreuses personnalités et institutions. Je remercie les membres du Comité des travaux historiques et scientifiques, qui m'ont offert la possibilité de publier. Au sein du Comité, Dominique Barjot doit être particulièrement remercié, pour son soutien à mon projet et pour sa relecture de mon manuscrit. D'autres lecteurs m'ont apporté leurs conseils et leurs corrections, à commencer par mon ami Jean-Louis Bergeret et sans oublier ma camarade Vanessa Caru. Merci aussi à Annie Fourcaut, mon mentor et tellement plus, qui m'a guidée et accompagnée depuis le début de mon travail de recherche. Je renouvelle mes remerciements au personnel des différents services d'archives grâce auquel j'ai réalisé ma thèse, ainsi qu'au personnel chargé de la publication au CTHS. Enfin je remercie Frédéric pour son indispensable et indéfectible soutien informatique et moral.



Préface

Ce livre majeur est issu de la thèse de doctorat d'histoire contemporaine de Gwenaëlle Le Goullon, soutenue en 2010¹. Il ne faudrait surtout pas que l'origine académique de cet ouvrage décourage les lecteurs potentiels, car sa lecture devrait être mise au programme des écoles d'architecture, des instituts d'urbanisme, de l'École nationale d'administration comme de la formation des personnels des collectivités territoriales. Souhaitons aussi qu'il soit lu et médité par les habitants présents et passés des grands ensembles, par les élus locaux et par les bailleurs sociaux. Il s'agit du récit fait pas à pas, dans une langue claire où chaque mot est pesé, au ras des archives, des débuts d'une politique publique née à la Libération, qui consiste à construire de grands bâtiments de logement collectif, peu à peu désignés sous le vocable de « grands ensembles ». Cette genèse s'achève entre le décret sur les zones à urbaniser en priorité (ZUP) du 31 décembre 1958 et le moment où Pierre Sudreau quitte le ministère de la Construction en 1962. Une fois le grand ensemble enfin modélisé par les experts, sa construction peut entrer dans une autre phase, celle de la construction de masse. Avec beaucoup de scrupules, l'auteur hésite sur la fin de cette genèse ; mais le temps de la ville, qui n'est pas celui du politique, ne se laisse pas aisément découper.

Jeune historienne née en 1977, Gwenaëlle Le Goullon a montré très tôt un intérêt pour la question du logement populaire en rédigeant le premier travail historique sur les LEPN, ces « logements économiques de première nécessité », plus connus sous le nom de « cités d'urgence », construits au début des années 1950 ; de leur échec notoire furent tirées des leçons décisives, comme elle le montre dans le chapitre six. Éluë locale, Gwenaëlle Le Goullon est très au fait des questions posées aujourd'hui par les cités d'habitat social, notamment celles de la communauté d'agglomération du Val de France, la plus pauvre de tout l'Hexagone. Deux des monographies contenues dans ce livre

1. G. Le Goullon, *Les grands ensembles en France : genèse d'une politique publique (1945-1962)*, A. Fourcaut (dir.), thèse d'histoire, université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2010, 2 vol., 678 p. (dactyl.).

sont situées dans cette banlieue nord, celle de la Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse et celle des Carreaux à Villiers-le-Bel. Ainsi, ce travail s'appuie, outre les archives, sur la connaissance du terrain, sans qu'interfèrent jamais convictions citoyennes et récit historique.

Ce livre, avec d'autres, manifeste que l'histoire urbaine du contemporain n'est plus un champ délaissé par les historiens qui auraient démissionné face à l'ampleur de la tâche² et laissé le terrain aux géographes, sociologues, historiens de l'art et de l'architecture, qui produisent d'autres résultats. Comme tous les travaux d'histoire majeurs, celui-ci renouvelle l'historiographie et donc, à terme, le regard de l'opinion sur le phénomène analysé, ici la naissance des premiers grands ensembles français. Or, peu de sujets ont donné lieu à autant d'anachronismes volontaires, d'interprétations partisans ou de contre-vérités flagrantes. Au moment où l'on détruit et où l'on réhabilite une partie de ces bâtiments, tout en en recueillant la mémoire, il est salubre d'en écrire aussi l'histoire. Ce livre détricote ainsi pas à pas les légendes noires en administrant, à partir de cas choisis et d'une chronologie repensée, la preuve de ce qu'il avance : non, le modèle du grand ensemble ne fut pas imposé par Eugène Claudius-Petit inspiré par son ami Le Corbusier à la Libération ; non, les grands ensembles ne témoignent pas d'une planification de la construction par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) maîtrisée dès la fin de la Reconstruction ; non, le choix du logement collectif n'était pas écrit d'avance : l'hypothèse pavillonnaire ne disparaît ni de l'horizon d'attente des ménages mal logés ni des cartons du MRU. Les expérimentations et les hésitations d'un groupe d'hommes, à qui ce livre rend justice, sont au cœur du processus de décision : hauts fonctionnaires d'un État alors centralisé, ils engagent leur ministère de façon pragmatique dans le domaine du logement et de la construction aux côtés des élus locaux et des acteurs privés. La mutation de l'industrie de la construction accompagne et rend possible cette politique³. Comme l'écrit avec fermeté l'auteur du présent ouvrage, la politique des grands ensembles a été élaborée selon une « méthode de travail empirique et raisonnée » et non selon des dogmes architecturaux ou urbanistiques. Enfin, il ne s'agit nullement d'entasser les travailleurs immigrés, alors logés autrement, dans les nouvelles constructions, mais bien d'inventer, avec la généralisation du « bon logement », un des aspects nouveaux

2. A. Fourcaut et L. Vadelorge, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? », *Histoire urbaine*, n° 32, décembre 2011, p. 137-158.

3. D. Barjot, *La grande entreprise française de travaux publics, 1883-1974*, Paris, Économica (Recherche en gestion), 2006.

de l'État-providence plus efficace et plus légitime, dont la France a besoin pour s'extraire des années noires.

Dans l'histoire des politiques publiques, on connaissait, en amont des grands ensembles, la résolution par la droite modernisatrice de la crise des lotissements défectueux en 1928 et l'épisode de la Reconstruction ; en aval, l'invention des villes nouvelles ; mais manquait ce chaînon essentiel des années 1944-1958 dont ce livre traite, réhabilitant au passage le régime et les hommes de la IV^e République, à tort taxés d'incurie par le fondateur de la V^e République. La première difficulté de l'analyse de cette politique publique était celle de la définition de l'objet. Les concepteurs eux-mêmes évoluent ; la définition d'Adrien Spinetta, directeur de la Construction au ministère avant 1955, envisage « un grand nombre de logements sur un même terrain dans le cadre d'un programme pluriannuel visant à améliorer la productivité de la construction ». En 1958, pour les inspecteurs du ministère de la Construction, il s'agit de la création d'une agglomération nouvelle de plusieurs milliers d'habitants dans une zone très peu urbanisée. La conception de ce qu'est un grand ensemble a émergé au fur et à mesure des expérimentations et des retours d'expérience, au sein du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Mais cette histoire d'une politique publique ne se maintient pas uniquement sur les crêtes de la décision ; l'auteur articule le local et le national, à travers l'écriture de monographies qui restituent l'épaisseur des territoires construits. Dans les chantiers expérimentaux de Creil, la cité Belle-Beille à Angers, surnommée « Spontex » par ses habitants, ou la Dame Blanche et les Carreaux en banlieue nord de Paris, les attentes des mal-logés comme les réactions des responsables locaux ne sont pas uniformes. Une défiance très précoce des élus et des populations vis-à-vis du gigantisme venu de Paris est perceptible à Angers. S'esquisse en filigrane une autre histoire des Trente Glorieuses, celle des résistances à la modernisation dans ces quartiers en voie de constitution où s'effectue cette « révolution urbaine » que décrivait à chaud le géographe Philippe Pinchemel, avec le changement d'échelle introduit par la construction des grands ensembles. Les plaintes des premiers locataires à propos d'obsédantes questions de chauffage, de séchage du linge, d'aération et d'humidité laissent entrevoir des priorités oubliées et une accession au confort moderne beaucoup plus chaotique qu'on ne l'avait décrite.

Enfin, ce livre éclaire l'histoire contemporaine de l'État et introduit son lecteur au cœur des processus de décision, au sein d'un groupe restreint de hauts fonctionnaires, de technocrates et d'ingénieurs qui mettent leur savoir-faire issu d'une expérience privée ou publique au service d'idéaux humanistes. Ainsi se construit au gré des expérimentations un des volets de l'État-providence :

le ministère planifie, encadre et contrôle ces constructions, en se dotant de moyens financiers et réglementaires très importants. À terme, les immeubles regroupés dans les ZUP doivent être construits sur un mode industrialisé tout en correspondant à des formes et à des statuts variés. Il revenait aux services centraux et locaux de l'État ainsi qu'aux collectivités territoriales d'intégrer ces opérations dans une perspective d'aménagement urbain. Le système alors mis en place fonctionne efficacement jusqu'au milieu des années 1970. La fin de l'État-providence sous l'effet du chômage de masse, le retour de la crise du logement et le choix d'une politique de destruction massive de logements sociaux depuis les années 2000 indiquent que cette phase est terminée. Mais en comprendre la genèse, au-delà des caricatures, reste sans doute la meilleure façon de ne pas se tromper de diagnostic aujourd'hui.

Annie Fourcaut

Université Paris I – Panthéon-Sorbonne